

Retour à Ambohiboanjo (plaine d'Antananarivo)

Jacqueline PELTRE-WURTZ

L'étude méthodique des terroirs africains et malgaches fut mise en œuvre par G. SAUTTER et P. PELISSIER, en 1964. Leur article « Pour un atlas des terroirs africains » est considéré comme une charte par tous les chercheurs qui s'appliquèrent à approfondir la connaissance du milieu rural, immergés dans la complexité d'une société locale et de son terroir dont il s'agissait de mettre à jour la logique, sans perdre de vue le rôle de ce groupe humain et la place de ce terroir dans l'ensemble régional où ils s'inscrivaient.

Vingt ans plus tard, un projet de recherche intitulé « Evolution des sociétés rurales, terrains anciens, approche renouvelée » élargissait les perspectives des anciennes études ponctuelles, en se fondant sur la conviction qu'elles constituaient une mine de connaissances pour la compréhension des sociétés rurales actuelles, si on les utilisait comme références historiques pour de nouvelles enquêtes plus légères.

Je participai à ce projet et l'article relate l'itinéraire que j'ai suivi, pour retrouver, en octobre 1984, le terroir d'Ambohiboanjo, près d'Antananarivo, que j'avais bien connu seize ans plus tôt et qui fit l'objet en 1970, d'une contribution au numéro d'*Etudes Rurales*, que P. PELISSIER et G. SAUTTER consacrèrent aux terroirs africains et malgaches. Deux aspects de cette expérience m'ont paru importants : d'une part, la modification nécessaire de l'objectif de la recherche à réaliser sur un terroir connu, en fonction des conclusions de la première étude, des événements socio-économiques récents concernant la région et des moyens de recherche dont on dispose, d'autre part, le rapport entre le coût de l'enquête et ses résultats, l'un des objectifs de la méthode consistant à rentabiliser une enquête légère, grâce à l'acquit d'une minutieuse première étude.

Je ne présenterai l'évolution récente du terroir d'Ambohiboanjo et de la plaine d'Antananarivo que pour souligner l'intérêt et les limites de la méthode et des techniques choisies. Une analyse régionale sera publiée plus tard, en y intégrant les résultats d'une autre enquête, effectuée en 1984, sur un deuxième terroir, étudié lui aussi en 1968.

Les modifications nécessaires de l'objectif de recherche

La mise au point d'une première problématique

La relation rapide du parcours suivi en 1966-68, sous la direction de G. SAUTTER, éclaire les choix de 1983-84. Ce parcours débuta avec une pre-

mière étude de la plaine d'Antananarivo commandée par le FAC (Fonds d'Aide et de Coopération), suivie d'une seconde étude répondant à ce qui me semblait une question-clé pour la région.

En 1966-67, je participai donc à une enquête statistique régionale, dans le cadre d'un projet intéressant plusieurs bureaux d'études et l'ORSTOM. L'objectif de cette opération était de mieux connaître la plaine d'Antananarivo, avant de mettre en place de nouveaux systèmes agraires, liés à de futurs aménagements hydro-agricoles. Toutes les études furent réalisées et restèrent dans leurs cartons¹. Néanmoins, les enquêtes démographiques, foncières et agricoles me firent découvrir l'originalité des problèmes d'une région centrée sur une haute plaine rizicole de 2 000 km², regroupant 300 000 habitants en 1968. Cette plaine avait été mise en valeur, dès le XVII^e siècle, par les rois merina qui édifièrent, sur sa bordure orientale, la ville d'Antananarivo devenue capitale malgache et comptant 320 000 habitants en 1968. Le rapport final (M. BIED-CHARRETON, J. WURTZ, J.-L. LEBRAS, 1967) chiffrait la situation économique de la région, mais ne donnait pas la clé de ce qui, pour moi, bloquait fondamentalement le développement de l'agriculture régionale, à savoir les structures foncières. Je pressentais que l'histoire des communautés rurales jouait un rôle décisif dans les causes des inégalités foncières observées.

J'entrepris alors l'étude des relations entre l'organisation sociale et les structures foncières, avec l'idée d'élaborer une typologie de l'évolution de ces relations à l'intérieur des communautés rurales qui constituaient les cellules humaines fondamentales de la région (J. WURTZ, 1973). Chaque individu s'identifiait en effet, par son rattachement à une communauté ou foko, c'est-à-dire à un clan, parfois à un lignage de type patriarcal et patrilocal, réunissant sur un même territoire ou fokontany, les descendants d'un même ancêtre (définition de G. CONDOMINAS, 1960). Compte tenu de l'ampleur des enquêtes à réaliser, je me limitai à l'étude de deux foko, mais en les choisissant pour leurs histoires radicalement opposées. Je comptais aussi sur les résultats de travaux menés, à la même époque, dans d'autres foko de la région, avec d'autres préoccupations que les miennes, par quatre sociologues et géographe : R. CABANES (1967), M. MARCHAL (1969), J. RAZAFINDRATOVO (1969), R. WAAST (1965, 1967). Enfin, la précédente enquête statistique devait fournir certaines données chiffrées nécessaires à toute régionalisation.

Le premier foko choisi fut celui d'Ambohiboanjo, situé à vingt-cinq kilomètres à vol d'oiseau de la capitale, à l'amont du seuil rocheux qui ferme, au nord-ouest, la plaine d'Antananarivo, drainée principalement par l'Ikopa. Ce foko avait été créé au début du XIX^e siècle par des colons merina, des Hova (hommes libres), envoyés par le roi Andrianampoinimerina sur ce qui constituait les marches occidentales du royaume, encore réduit à la plaine d'Antananarivo. Les Hova étaient accompagnés d'Andevo (des serviteurs), qui n'eurent officiellement accès à la terre qu'à partir de l'abolition de l'esclavage, proclamé en 1896, lorsque Madagascar devint colonie française. En 1968, le terroir d'Ambohiboanjo (255 ha) s'étendait à l'ouest sur des collines entaillées par trois vallées rejoignant la plaine, il était limité à l'est par l'Ikopa. Les cinq hameaux du foko, où vivaient 276 personnes, étaient bâtis sur des collines peu exploitées (24,5 ha de bois, 24 ha de cultures sèches), en revanche, les 54,5 ha de vallées et de plaine étaient soigneusement aménagées en rizières permanentes. Les résultats des enquêtes foncières de 1967 m'avaient laissé pressentir que de nombreux descendants d'Andevo de ce foko avaient acquis des terres, tout au long du XX^e siècle.

Le deuxième foko choisi, celui de Beravina, situé à cinq kilomètres à vol d'oiseau au sud de la capitale, représentait un cas très complexe de relations sociales. Au XVIII^e siècle, ce foko regroupait des Andriana, membres de la famille du roi merina Andrianasinalona, des Hova et des Andevo liés à chacun des deux premiers grou-

1. En 1984, la SCET (Société Centrale d'Équipement du Territoire) et la DINIKA, bureau d'études malgache, reprenaient certains des projets d'hydraulique agricole de 1968, sur financement de la Banque Mondiale.

pes. Par ailleurs, depuis le début du XX^e siècle, de nombreux immigrés d'origine Andevo s'étaient installés à Beravina, auprès des originaires. Sur ce terroir, les inégalités foncières paraissaient particulièrement importantes.

Ces quelques éléments historiques suggéraient que les clés des inégalités foncières seraient d'autant plus difficiles à saisir qu'elles risquaient de révéler un passé moins effacé que ne le laissait supposer l'abolition de l'esclavage. Cette recherche pouvait donc blesser ceux qui n'avaient pu modifier, au moins dans leur rapport avec la terre, le statut inférieur de leurs ancêtres, d'autant plus que l'idéologie développée depuis l'indépendance prônait l'égalité de tous les Malgaches. Effectivement, la mise à jour du décalage existant entre le vécu et l'idéologie en cours rendit difficile la réalisation de ces enquêtes².

Je ne décrirai pas les techniques employées, très classiques : relevé des généalogies et du parcellaire, enquêtes démographiques, foncières et agricoles. La problématique choisie me conduisit néanmoins à privilégier l'étude des rapports sociaux et fonciers et je n'ai analysé les techniques agricoles, les sources de revenus, l'alimentation par exemple, qu'en fonction de cette préoccupation.

Les résultats obtenus à Ambohiboanjo en 1968

Le terroir d'Ambohiboanjo fut le théâtre d'une progression spectaculaire de la propriété du groupe des descendants d'Andevo. Alors que, de par son statut, ce groupe ne possédait presque rien au début du siècle, il avait acquis en 1968, le tiers des champs de cultures sèches, la moitié des bois et près de la moitié des rizières qui constituait la partie la plus précieuse du terroir économiquement et culturellement. Plus précisément, si l'on ne tenait compte que de la propriété rizicole des habitants du foko (41.1 ha), en négligeant celle des émigrés, on enregistrerait un score presque égal des deux groupes sociaux en présence : 13 ares de rizières en moyenne sur le terroir pour chacun des 151 descendants d'Andevo et 17 ares pour chacun des 125 descendants de Hova. Aucune progression de cette ampleur ne fut observée dans la demi-douzaine d'autres foko étudiés dans la région où vivaient des descendants d'Andevo et à l'opposé, les structures foncières relevées à Beravina en 1968, reproduisaient pratiquement celles du début du siècle.

Ces différences m'apparurent liées à des pressions foncières variables, pas nécessairement dépendantes des densités démographiques observées sur les terroirs en 1968, car les propriétaires pouvaient vivre sur place ou avoir émigré.

Lorsque les mouvements d'émigration s'expliquaient essentiellement par des mariages dans les foko voisins, c'était le cas à Ambohiboanjo, les émigrés vendaient souvent une partie de leurs terres à des parents et choisissaient pour héritiers des neveux restés sur place. Leur propriété n'était pas négligeable néanmoins, puisque par exemple un quart des rizières d'Ambohiboanjo leur appartenait en 1968, mais cette propriété revenait aux habitants du foko à chaque génération. Cette attitude passive des émigrés rendit maîtres du jeu foncier les habitants propriétaires du sol. L'absence de relations avec le monde non rural, donc l'impossibilité de s'y procurer des revenus, jointe à une situation foncière confortable conduisirent alors certains habitants, descendants de Hova, à vendre des terres, pour obtenir des revenus supplémentaires. Certes, dans la mesure du possible, les terres restaient dans la famille, mais elles étaient vendues à un descendant d'Andevo vivant dans le foko plutôt qu'à un habitant d'un foko voisin.

Les transactions devinrent plus rares au fil des années, une certaine tension foncière était donc apparue à Ambohiboanjo. Ailleurs, cette tension avait marqué l'histoire des foko depuis le début du siècle. L'émigration concerna d'abord le centre de

2. En 1984, ce thème me parut encore plus brûlant, puisqu'il n'était même plus question de prononcer les noms d'Andriana, de Hova, encore moins d'Andevo, sans bien connaître son interlocuteur.

la plaine, elle intéressait, notamment, des membres souvent instruits de la monarchie merina et des descendants de Hova ; bon nombre d'entre eux trouvèrent un emploi dans l'administration coloniale et dans le commerce. L'attitude des émigrés citadins face à la terre fut tout autre que celle décrite plus haut : ces émigrés conservèrent leurs propriétés pour maintenir leurs racines paysannes et assurer leur alimentation, ils les transmittent à leurs enfants. Les propriétaires ruraux, qu'il s'agisse de ceux restés au foko ou de ceux partis se marier dans les foko voisins, réagirent à cette réduction de leur capital foncier par une raréfaction des transactions foncières. Ainsi en 1968, sur le terroir rizicole de Beravina, un tiers des terres appartenait à des émigrés nés dans le foko et un autre tiers à des émigrés de la deuxième ou de la troisième génération. Pour 85 % des habitants du foko dont les ancêtres ne possédaient rien sur le terroir au début du siècle, ce gel de la propriété fut catastrophique, puisque à chacune de ces personnes ne revenaient, en moyenne, que 4 ares de rizières en 1968, tandis que les habitants descendants d'Andriana et de Hova, très minoritaires, possédaient chacun 20 ares en moyenne. Quant au jeu du métayage, il renforçait encore ces inégalités, puisque les propriétaires émigrés choisissaient de préférence pour métayers, des parents restés au foko.

Ainsi, l'émigration citadine faisait diminuer la pression démographique mais n'allégeait pas la pression foncière³. En 1968, à Ambohiboanjo, elle concernait 13 des 65 adultes émigrés, qui se comportaient comme les citadins émigrés de Beravina : ils n'avaient en effet vendu que 1,5 % de leurs terres aux habitants du foko, alors que ce pourcentage était de 14 % chez les autres émigrés restés paysans. On pouvait donc s'attendre à ce que leur héritage soit aussi transmis à leurs enfants.

Le choix d'une nouvelle problématique

Les débuts d'une émigration citadine avec pour corollaire une diminution des terres appropriées par les habitants, un croît naturel de la population exigeant un partage des propriétés familiales entre un plus grand nombre d'héritiers laissaient présager des difficultés foncières accrues sur un terroir inégalement réparti entre ses habitants, même si cette inégalité n'était plus celle de l'organisation merina. L'écart était bien réel, en effet, entre les 21 familles (29,7 % de la population) qui, en 1968, pouvaient vendre une partie de leur production rizicole, une fois mis de côté ce qui était nécessaire aux semences et à l'alimentation et les 14 familles (29,7 % de la population), dont les rizières fournissaient à chacun moins de 1 000 calories par jour, sur les 2 500 qui sont nécessaires ; entre ces deux groupes vivotaient 19 familles (40,6 % de la population) qui pouvaient plus ou moins espérer de leurs rizières, les 1 500 calories quotidiennes jugées indispensables, en plus des 1 000 calories issues d'autres nourritures⁴.

3. Si toutes les rizières des terroirs d'Ambohiboanjo et de Beravina avaient appartenu à leurs habitants en 1968, ceux du premier foko auraient pu compter, en moyenne, sur 20 ares de rizières par personne et ceux du second sur 18 ares. Les pressions démographiques étaient donc voisines, mais la pression foncière observée à Beravina était bien plus élevée, à cause des propriétaires émigrés à la ville.
4. Dans le groupe des 19 familles, je compte celles qui ont obtenu de leurs rizières, entre 1 000 et 2 000 calories par jour et par personne. Pour effectuer ces calculs, j'estime le rendement moyen des rizières d'Ambohiboanjo à 2 t/ha, mesure voisine du rendement moyen des rizières malgaches (1,9 t/ha en 1969-71, 1,8 t/ha en 1984, selon les annuaires de la FAO), je tiens compte d'un prélèvement sur les récoltes de 175 kg de semences par hectare (mesures effectuées sur le terroir en 1984) et quand c'est le cas, du partage des récoltes entre propriétaires et métayers (un tiers des récoltes pour les propriétaires en théorie, moins dans la pratique), je note enfin qu'environ 1,6 kg de paddy pilé donnent 1 kg de riz et que 100 g de riz fournissent 350 calories. La consommation de 1 500 calories de riz par jour (environ 430 g) est considérée comme normale par les Malgaches. Elle n'est pas loin de ce que peuvent fournir en théorie les rizières du pays : 200 kg de paddy par personne en 1984, soit 1 200 calories par jour, une fois les semences prélevées (annuaire FAO).

En 1974, de profonds changements s'imposèrent à Madagascar et en particulier la commercialisation du riz, jusqu'alors privée, fut prise en charge par une société d'état : la SINPA (J. PELTRE-WURTZ, 1985). Cette politique engendra une diminution des achats de paddy malgache et une augmentation des importations de riz. En 1983-84, sous la pression du FMI (Fonds Monétaire International), le commerce privé était réintroduit et les importations réduites sévèrement, ce qui entraînait de graves perturbations pour les citadins, en particulier ceux d'Antananarivo. C'est pour étudier cette histoire récente que je revins deux mois à Madagascar en 1984 ; les enquêtes concernèrent Antananarivo et sa région proche, déjà déficitaire en riz en 1968 (J.-P. RAISON, 1984, t. 2, p. 332) ; mes anciennes analyses, en particulier celles des foko d'Ambohiboanjo et de Beravina prirent alors un nouvel intérêt.

J'optai pour une problématique qui intégrait les changements économiques récents, déterminants pour la région. J'espérais que l'analyse des rapports entre la production et l'alimentation serait le meilleur révélateur de l'évolution d'Ambohiboanjo et que je pourrais y tester les hypothèses, formulées seize ans plus tôt, concernant l'accroissement des difficultés foncières et la nécessité d'intensifier la riziculture (et) ou d'imaginer de nouvelles orientations agricoles, en particulier, une meilleure utilisation des collines.

Ce retour à Ambohiboanjo ne concerna qu'une géographe et l'enquête dura quatre semaines. La démarche choisie n'était donc pas tout à fait celle imaginée par l'équipe du projet « Evolution des sociétés rurales, terrains anciens, approche renouvelée », qui préconisait une approche pluridisciplinaire et un retour de quelques mois sur les terrains anciens. Ma démarche ne procéda pas d'un refus de cette méthode, mais plus simplement de la volonté de saisir une opportunité de retour à Ambohiboanjo, dans les délais très courts.

L'enquête légère : les méthodes utilisées, leurs résultats

Les moyens de travail et le calendrier d'enquête

La possibilité de retrouver des assistants qui connaissaient leur métier constitue l'un des avantages d'une enquête réalisée en pays connu. R. RAKOTOMANDIMBY et B. RAMARORAZANA, qui avaient auparavant travaillé avec des collègues ou moi-même, préparèrent les habitants d'Ambohiboanjo à mon retour et donnèrent la parole à ceux dont la position sociale, centrale ou marginale, les qualités techniques ou la personnalité pouvaient m'aider à cerner la diversité des évolutions enregistrées dans le foko. Les entretiens sur des sujets-clés, la mise en forme d'un questionnaire limité mais ouvert, afin de ne pas négliger de nouvelles pistes ou des points de vue originaux, les recoupements d'informations, les visites dans les hameaux et sur les champs nous occupèrent une douzaine de jours. Une fois le programme de travail mis au point et bien avancé, R. RAKOTOMANDIMBY et B. RAMARORAZANA prolongèrent leur séjour à Ambohiboanjo d'une quinzaine de jours pour terminer, seuls, les entretiens avec les familles.

La période choisie pour effectuer cette enquête comportait des avantages : au début d'octobre, commençaient les premières pluies et avec elles la préparation des champs, mais les habitants avaient encore le temps de nous recevoir ; par ailleurs la récolte du riz du mois d'avril, qui rythme la vie du foko, était suffisamment proche pour que les quantités récoltées, achetées, vendues ou consommées depuis six mois soient encore dans les mémoires. En revanche, les habitants ne pouvaient fournir que des prévisions pour la gestion du riz des six prochains mois et les budgets familiaux annuels, qui portaient sur les douze derniers mois, ne permettaient pas de vérifier la validité de la gestion prévue. Une enquête effectuée en mars aurait autorisé un bilan économique plus précis, mais les premières récoltes de riz auraient détourné les habitants de notre enquête.

Les champs d'investigation

Je possédais deux documents de base établis en 1968 : d'une part, une généalogie des membres du foko d'Ambohiboanjo et un répertoire des émigrés et des habitants regroupés en familles ; d'autre part, un cadastre dressé à partir de photos aériennes, révisé sur le terrain et un répertoire des 1 828 champs du terroir, avec l'histoire foncière de chacun d'eux et les cultures qu'ils portaient en 1968. Par ailleurs, en annexe de l'ouvrage (J. WURTZ, 1973), les habitants et les émigrés de plus de quinze ans étaient situés à l'intérieur de la généalogie du foko et mis en relation avec les champs qu'ils possédaient et (ou) exploitaient en 1968.

Le plus urgent consistait à établir un nouveau répertoire des émigrés et des habitants regroupés en familles, en enregistrant les naissances, les décès et les mouvements migratoires et matrimoniaux du foko, de 1968 à 1984. Cette enquête avait l'avantage d'être rapide et de ne pas toucher à des questions brûlantes, si ce n'est l'origine sociale de chacun, connue depuis 1968 pour les natifs, obtenue auprès d'informateurs choisis, pour les immigrés⁵. Je repris contact de cette façon avec les familles déjà constituées en 1968, je situai socialement et géographiquement les nouvelles familles et localisai les trois nouveaux hameaux, bâtis sur les collines, entre les cinq plus anciens. Cette enquête ne contenait pas de difficultés méthodologiques, si ce n'est le recensement des enfants nés et décédés entre 1968 et 1984, qui fut abandonné parce qu'il aurait exigé un entretien avec chaque femme : les informations attendues ne me parurent pas suffisamment utiles pour que j'entreprenne ce travail.

J'abordai la partie centrale de l'enquête, c'est-à-dire l'entretien d'une durée de trois heures en moyenne, avec chacune des 68 familles vivant à Ambohiboanjo, tout en suscitant des réunions avec ceux qui paraissaient les mieux informés sur trois thèmes : le premier thème s'attachait à l'organisation de la vie collective du village, liée à deux partis politiques, il visait à saisir les relations de ces partis avec les deux groupes sociaux établis à Ambohiboanjo et avec le protestantisme qui dominait la vie religieuse du foko ; le deuxième thème concernait les rapports que les villageois avaient établis avec la SINPA, la société d'état chargée de la collecte du paddy et de la distribution du riz, dont le rôle fut positif ici, de 1976 à 1980 ; enfin le troisième thème portait sur l'évolution de l'agriculture et de l'élevage, sur ses difficultés et sur les récentes expérimentations locales.

Les entretiens familiaux regroupaient deux séries de questions : celles qui analysaient la production, la consommation, les ventes et les achats de riz de l'année et celles qui cernaient les moyens de travail et les autres sources d'alimentation et de revenus. Je tenais à chiffrer la première série d'informations parce que le riz était culturellement et matériellement essentiel. En revanche, je ne pouvais avoir les mêmes ambitions pour la deuxième série d'informations, beaucoup plus variées : néanmoins les familles furent classées en fonction de leurs moyens de production, de l'orientation de leur élevage, de leurs types de revenus et je pus mesurer approximativement les surfaces des champs portant d'autres cultures que le riz.

Les questions de mesure

C'est un des problèmes cruciaux des enquêtes légères. Certaines informations n'étaient pas mesurables en quelques semaines, par exemple les temps de travaux ou les quantités de bois, légumes et fruits, récoltées et consommées au jour le jour et (ou) vendues, en plusieurs fois, à des voisins, à des collecteurs venus à Ambohiboanjo ou sur des marchés ; d'autres informations étaient mesurables avec les unités utilisées par les paysans, comme le nombre de jours de travail pour repiquer une rizière ou pour labourer un champ à l'angady (longue bêche malgache), ces mesures pouvaient être ensuite traduites en unités de surface, à l'aide de paramètres liés aux

5. Cf. note infra 2.

conditions de travail ; d'autres informations encore étaient directement ou presque directement fournies en mesures universelles, ainsi les recettes et les dépenses étaient déclarées en francs malgaches (1 FF = 64,91 FMG en septembre 1984), les quantités de riz ou de paddy en kapoaka (la boîte de lait concentré contenant 285 g de riz), en zinga (la mesure d'un demi-décalitre contenant environ 3,5 kg de paddy), en sacs (environ 20 zinga de paddy), en charretées (300 gerbes de riz ou 6 sacs de paddy). On obtenait ainsi des mesures utilisables lorsqu'elles pouvaient être comparées avec celles enregistrées en 1968 ou recoupées avec d'autres déclarations.

A titre d'exemple, j'indique ici la méthode utilisée pour mesurer les surfaces rizicoles. Le temps manquait pour refaire un parcours cadastral et réviser le parcellaire établi en 1968 ; j'ai donc dû me contenter d'une déclaration des surfaces, en ares ou le plus souvent en journées de repiquage (en fonction des possibilités de tallage, les plants sont repiqués plus ou moins serrés et exigent entre une et quatre journées de travail pour un are, les rizières les plus basses étant généralement les plus rapidement repiquées), ce détour exigeait de situer la rizière et éventuellement de la comparer à une rizière voisine dont la surface en ares était connue. Pour éliminer les déclarations les plus incohérentes, j'élaborai deux documents : d'abord la liste des individus décédés ou émigrés depuis seize ans et de leurs biens fonciers mesurés en 1968, afin de recenser les éventuels héritiers des premiers et les éventuels métayers des seconds, ensuite la liste des individus, chefs de famille depuis 1968 et de leurs anciens patrimoines fonciers, afin de donner des bases solides aux entretiens qui les concernaient. Les déclarations touchant à l'histoire récente de la propriété et de l'exploitation rizicole de chaque famille furent ensuite confrontées à ces deux documents et aux déclarations des familles avec lesquelles avaient été établies des relations foncières, entre 1968 et 1984. Cette méthode nécessitait lors du dépouillement certains ajustements, sans conséquences me semble-t-il, lorsque la surface d'une rizière était évaluée, par divers interlocuteurs, avec des différences de moins de 10 %. Suivie avec minutie, elle n'aurait pas dû permettre de plus grands écarts, ce ne fut pas toujours le cas et lors du dépouillement, je dus modifier, sans débat avec les intéressés, seize déclarations, omettant l'exploitation de rizières (2 cas), sous-estimant (11 cas) ou surestimant (3 cas), de plus de 10 %, les surfaces de celles-ci par rapport à d'autres informations plus cohérentes. Cet accroc à la rigueur scientifique concerna 5,5 ha sur un total de 49,8 ha de rizières exploitées et entraîna une modification, a posteriori, de la production rizicole de sept exploitations. Par ailleurs, je ne pus identifier les actuels propriétaires de 3,6 ha de rizières ayant appartenu, en 1968, à des émigrés entretemps décédés et de 0,5 ha vendu par un habitant ; inversement 2,7 ha de rizières acquises par les habitants, entre 1968 et 1984, avaient appartenu à des membres du foko non identifiés, en partie probablement des émigrés décédés ; enfin, il est possible que certaines transactions intéressant des membres du foko et des étrangers n'aient pas été déclarées. Ces imprécisions semblaient difficiles à réduire davantage, dans le cadre d'une enquête aussi rapide.

Les principaux résultats obtenus en 1984

A Ambohiboanjo, où ces dernières années, chaque femme donnait naissance à une moyenne de huit enfants vivants, les membres du foko devaient émigrer ou accepter de vivre, beaucoup plus nombreux qu'en 1968, de la mise en valeur d'un terroir limité.

L'attraction exercée seize ans plus tôt par Antananarivo ne se développa pas, le dramatique chômage urbain n'y étant certainement pas étranger. Ainsi, le taux des natifs du foko devenus citadins resta égal à 4,4 % et les habitants demeurèrent maîtres de leur terroir (encore faut-il noter que contrairement à ce qui se passait en 1968, tous les émigrés n'avaient pas rejoint la capitale et qu'une petite partie d'entre eux vivait dans des villes secondaires). Faute d'ouverture en ville peut-être, apparut un mouvement d'émigration rurale inconnu en 1968 et une fois décomptés les échanges matrimoniaux avec les foko voisins, on enregistrerait, en 1984, une fuite vers la

campagne de 4,5 % des natifs du foko, au lieu de 0,5 % en 1968. Cette émigration réduisait à 3 % la croissance démographique annuelle sur le terroir d'Ambohiboanjo où l'on recensait 452 personnes en 1984 au lieu de 276 en 1968. Le terroir rizicole n'avait pratiquement pas changé : 43,4 ha étaient appropriés par les habitants au lieu de 41,1 ha en 1968, 49,8 ha étaient exploités au lieu de 50 ha. La part revenant à chacun fut inévitablement réduite, la propriété rizicole moyenne par individu passa de 13 ares en 1968 à 8 ares en 1984 chez les 273 descendants d'Andevo, de 17 à 12 ares chez les 179 descendants de Hova. Le premier groupe avait pourtant fait preuve d'un plus grand dynamisme foncier en acquérant 2,2 ha de rizières supplémentaires en seize ans, tandis que le second n'en obtenait que 0,1 ha, mais sa croissance démographique annuelle bien supérieure (3,8 % au lieu de 2,3 %) mettait en échec cet effort foncier⁶.

La raréfaction des rizières ne modifia guère leurs modes d'exploitation : comme en 1968, environ 70 % du domaine exploité par les habitants étaient cultivés par les propriétaires, le reste étant pris en métayage, loué, pris en gage ou plus rarement emprunté. Par ailleurs, les achats n'étaient pas si rares puisque 13 % des rizières appartenant aux habitants du foko en 1984 avaient été achetées, ces seize dernières années, le plus souvent comme dans le passé, à des parents contraints à ces transactions par des raisons financières.

Dans la mesure où les techniques rizicoles ne s'étaient pas améliorées pour faire face à l'augmentation de la pression démographique (manque de fumier, engrais coûteux et surtout protection contre les inondations, hors de portée actuelle des ressources de l'Etat malgache), la production individuelle moyenne diminua fortement. Ainsi, pour un rendement moyen de 2 t/ha et semences prélevées⁷, les rizières du terroir fournissaient 318 kg de paddy par habitant en 1968, soit 1 910 calories par jour et seulement 195 kg en 1984, soit 1 175 calories par jour. Comme les inondations abimèrent les récoltes cette année-là, les rizières ne produisirent en fait que 151 kg de paddy par habitant, soit 905 calories par jour. En 1984, les familles aisées dont les rizières fournissaient plus de 2 000 calories quotidiennes par personne et celles dont les rizières permettaient de vivre en autosuffisance, selon les critères malgaches (entre 1 000 et 2 000 calories), ne regroupaient plus respectivement que 8,8 et 30,1 % de la population, tandis que les familles démunies (moins de 1 000 calories par jour et par personne fournies par les rizières) réunissaient 61,1 % de la population.

L'enquête effectuée sur l'activité de la SINPA à Ambohiboanjo, de 1976 à 1980, me laisse penser que, depuis 1976 au moins les rizières ne fournissaient plus qu'à peine 1 000 calories quotidiennes de riz par habitant en moyenne et que le surplus était vendu : pendant cinq ans en effet, à une époque où le foko comptait entre 360 et 400 habitants, environ 36 tonnes de paddy furent vendues chaque année à la SINPA, sauf une fois où des inondations réduisirent ces ventes à 15 tonnes. La consommation de riz n'était pas limitée pour autant à la production des rizières, amputée des quantités réservées aux semences ou vendues, des achats complétaient ce régime. Ainsi, le foko acheta chaque année une tonne de riz à la SINPA, de 1976 à 1980. Ces achats étaient effectués, lors de la période de soudure, par des familles dont certaines avaient vendu du paddy à la SINPA, après la récolte, pour faire face à des remboursements ou à des dépenses indispensables. En 1984, la mauvaise récolte réduisit à 3,5 tonnes les ventes de paddy, au village et sur les marchés, elle entraîna une forte augmentation des achats qui s'élevèrent à 15,9 tonnes au cours des six mois qui suivirent la récolte. Faut-il tenir compte des projets d'achat de 20,8 tonnes de paddy à effectuer les six mois suivants pour permettre à chacun de consommer en moyenne 1 275 calories de riz par jour ? Ces projets me semblent

6. Un peu plus d'enfants par femme, de mariages féconds avec des femmes descendantes de Hova (l'inverse n'ayant pas encore eu lieu), un taux d'émigration plus réduit rendaient compte du taux de croissance plus élevé du groupe des descendants d'Andevo.

7. Cf. note infra 4.

davantage exprimer le désir de se rapprocher du régime idéal malgache que rendre compte des possibilités financières de nombreuses familles.

Le blocage foncier ne concernait que le domaine rizicole, les collines et les bas de pente prirent donc de l'importance. A côté des plantations d'eucalyptus difficilement mesurables à cause de la densité très variable des arbres, les champs occupaient 34,5 ha en 1984 (mesures approximatives) au lieu de 24 ha en 1968 ; rarement permanents par manque de fumier, ces champs étaient cultivés par leurs propriétaires ou parfois empruntés. Sur les pentes, on rencontrait essentiellement du manioc (30 ha en association avec des haricots, les six premiers mois de culture) et un peu d'arachide. On trouvait du manioc, des haricots, du taro, de la canne à sucre, des pommes de terre sur le bourrelet de berge de l'Ikopa (3,5 ha) trop souvent inondé et ensablé pour être davantage utilisé, des tomates, des concombres, des haricots verts et des brèdes sur quelques rizières proches du canal principal (2 ha), en saison sèche, après que le riz avait été récolté. Enfin, l'ensemble de ces cultures se retrouvait sur les petits champs de bas de pente, le plus souvent permanents, utilisés toute l'année (voir la pratique de l'espace rural par les paysans de la région, dans C. BLANC-PAMARD, 1986).

Les cultures étaient en partie commercialisées et le produit de leur vente contribuait à faire face aux achats de paddy, si importants en 1984. Nous avons calculé en effet que le paddy acheté entre avril et octobre 1984 avait coûté environ 1 500 000 FMG. Pour ces dépenses et celles nécessaires à l'exploitation et au ménage, les habitants d'Ambohiboanjo comptaient sur cinq grandes sources de revenus en 1984 :

1. Les salaires agricoles étaient obtenus sur le terroir, dans la zone centrale de la plaine d'Antananarivo où la récolte du riz a lieu trois mois plus tôt et sur le grand centre rizicole du lac Alaotra (à 300 km au nord-est) ; les salariés appartenaient à 47 des 68 familles du foko et percurent 3 000 000 FMG.

2. L'élevage des porcs intéressait 47 familles (19 sur 54 en 1968) et le bénéfice s'éleva à 2 000 000 FMG, malgré les nombreux décès de porcs.

3. Les produits de basse-cour étaient vendus par 41 familles (15 en 1968) qui gagnèrent 900 000 FMG.

4. La vente du manioc rapporta 1 200 000 FMG à 30 familles (6 en 1968).

5. Enfin la vente des légumes concernait 31 familles (19 en 1968) qui gagnèrent 750 000 FMG.

Les propriétaires d'un attelage complet (bœufs dressés, charrue, charrette) ou incomplet étaient plus nombreux qu'en 1968, puisque les deux tiers des familles, au lieu de la moitié en 1968, possédaient au moins un bœuf dressé. Il s'agissait-là d'une des rares améliorations techniques observées à Ambohiboanjo. Pourtant, les habitants étaient conscients du fait que seules ces améliorations permettaient de lutter contre l'explosion démographique qu'ils subissaient : aussi se plaignaient-ils du prix du fumier et de l'engrais, du manque de soins vétérinaires pour les bovins, les porcs et la volaille, de l'absence d'insecticides pour le riz et les tomates ; ils espéraient la réfection de la route menant à la capitale, coupée depuis plusieurs années, ou tout au moins des liaisons régulières pour écouler leurs produits sur les marchés voisins ; enfin ils savaient que seuls des travaux d'hydraulique importants réduiraient les risques d'inondations des rizières.

Sur place, je n'observai pas de luttes réelles entre les deux partis politiques en présence, comme c'était le cas à Beravina la même année, peut-être parce que les inégalités économiques entre les deux groupes sociaux ne jouaient pas un rôle déterminant. A Ambohiboanjo, les plus démunis se plaignaient de ne pas consommer suffisamment de riz, mais le manioc, considéré comme le plat du pauvre, complétait le régime alimentaire. A Beravina, on redoutait les voleurs de manioc et dans la capitale les habitants modestes affirmaient que le souci du prochain repas était permanent. Ce rappel des problèmes alimentaires de la capitale et du centre de la plaine relativisait les réelles difficultés techniques que connaissait Ambohiboanjo, il soulignait aussi l'isolement de ce foko qui ne pouvait pas espérer de la capitale une amélioration de sa situation.

Conclusion : L'intérêt et les limites de la méthode

L'expérience montre que quatre semaines d'enquête, dont une douzaine de jours avec la présence du chercheur, permettent de réunir, sur un terroir de 452 habitants étudiés seize ans plus tôt, une documentation relativement complète dans des domaines jugés importants ; la rigueur scientifique aurait gagné néanmoins à l'allongement du séjour du chercheur pour recouper les informations, avec encore plus de soin.

Qu'apportaient les deux séjours successifs à Ambohiboanjo ? La progression foncière des descendants d'Andevo avait été une étape réussie au cours de la première moitié du siècle, je l'avais observée en 1968 ; les changements alimentaires, liés à un prévisible blocage foncier du domaine rizicole, avaient pu être mesurés en 1984, l'élevage et les cultures sèches s'étaient développés, mais leur intensification n'avait pas progressé, alors que l'avenir du foko en dépendait. Avec du recul, il m'apparut que lors de ce dernier séjour, le souci d'obtenir des informations exhaustives et de ne négliger aucune piste de recherche m'avait rendue insuffisamment disponible à l'analyse méthodique des blocages techniques. Faut-il en conclure qu'une enquête légère exige pour être rentable, un double passage, le premier pour tester les hypothèses d'une précédente étude et pour réunir un fond documentaire relativement exhaustif, le second pour centrer l'analyse sur ce qui est apparu vital pour l'avenir de la communauté étudiée, ou faut-il plutôt opter pour des visites décennales par exemple, chacune étant l'occasion de reprendre les interrogations antérieures et d'observer les changements ?

Cette enquête ponctuelle légère eut un autre intérêt, celui d'apporter des informations sur l'évolution de l'espace régional. Ainsi l'isolement d'Ambohiboanjo, plus sensible en 1984 qu'en 1968, à cause de l'interruption de la route carrossable menant à la capitale et du manque d'efficacité et de moyens des services agricoles, donnait la mesure de l'affaiblissement économique de la région. Quant à la baisse du taux d'émigration vers la capitale, à vérifier dans d'autres foko, elle signifiait que les paysans n'espéraient plus, d'un départ vers la capitale, une amélioration de leurs conditions de vie.

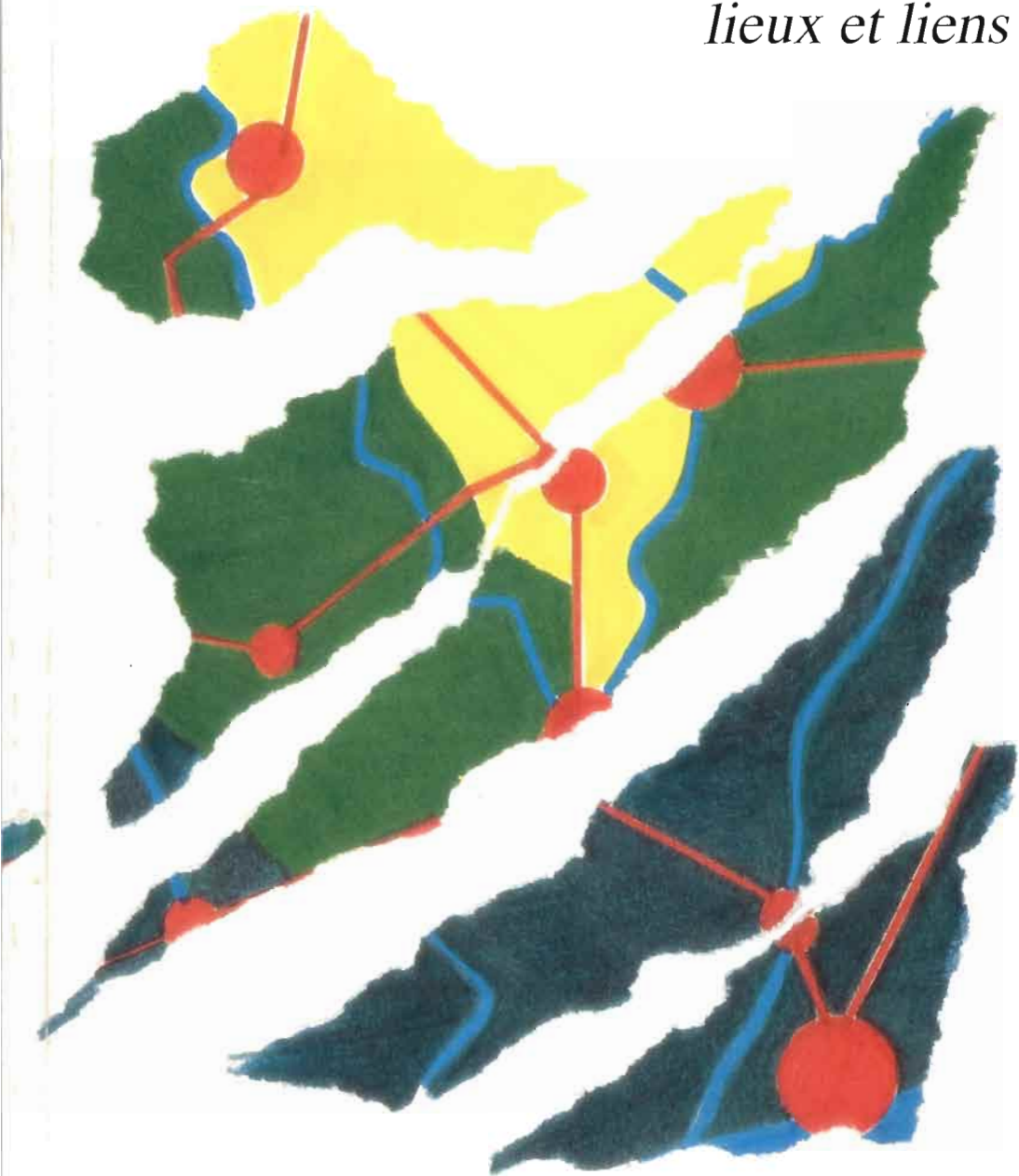
BIBLIOGRAPHIE

- BIED-CHARRETON (M.), WURTZ (J.), LEBRAS (J.-L.) 1967 — *Plaine de Tananarive. Démographie. Structures foncières. Structures des exploitations*. SCET-ORSTOM, Tananarive. *multigr.*, vol. 1 : 73 p., vol. 2 : 190 p., vol. 3 : 384 p., vol. 4 : Cartographie.
- BLANC-PAMARD (C.) 1986 — Dialogue avec les paysans ou comment l'espace est vu et pratiqué par les communautés rurales des hautes terres malgaches. In : CHATELIN (Y.), RIOU (G.) : *Milieus et paysages*. Masson, Paris : 17-34.
- CABANES (R.) 1967 — *Etude du village de Namehana. Plaine de Tananarive*. ORSTOM, Tananarive, 156 p., *multigr.*
- CABANES (R.) 1967 — *Etude d'une commune rurale. Plaine de Tananarive*. ORSTOM, Tananarive, 84 p., *multigr.*
- CONDOMINAS (G.) 1960 — *Fokonolona et collectivités rurales en Imerina*. Berger-Levrault, Paris, 235 p.
- COUTY (P.) et al., 1984 — *Evolution des sociétés rurales, terrains anciens, approche renouvelée. Projet de recherche proposé à l'initiative des chercheurs de l'ORSTOM*. ORSTOM, Paris, 2 p., *multigr.*
- FAO, 1982 — *Annuaire FAO de la production 1981*, vol. 35. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Rome, 306 p.

- FAO, 1986 — *Annuaire FAO de la production 1985*, vol. 39. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Rome, 330 p.
- MARCHAL (M.), 1969 — *Iavombony. Diplôme d'Etudes Supérieures de Géographie de l'Université de Madagascar*, Tananarive, 156 p., multigr.
- PELTRE-WURTZ (J.), 1985 — Le ravitaillement en riz à Madagascar de 1974 à 1984. Le cas d'Antananarivo. In : *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*. L'Harmattan, Paris, 209-246.
- RAISON (J.-P.) 1984 — *Les hautes terres de Madagascar*. ORSTOM-KARTHALA, Paris, tome 1 : 647 p., tome 2 : 605 p.
- RAZAFINDRATOVO (J.), 1969 — Etude du village d'Ilafy. *Annales de l'Université de Madagascar. Série Lettres et Sciences Humaines*, Tananarive, n° 8 : 3-15, n° 9 : 47-71, n° 10 : 51-74.
- SAUTTER (G.), PELISSIER (P.), 1964 — Pour un atlas des terroirs africains. Structure-type d'une étude de terroir. *L'Homme*, Paris, t. IV, n° 1 : 56-72.
- WAAST (R.), 1965 — *Rapport d'enquête sur le village de Mahabo (hauts plateaux malgaches)*. ORSTOM, Tananarive, 115 p., multigr.
- WAAST (R.), 1967 — *Plaine de Tananarive. La parenté*. SCET-ORSTOM, Tananarive, 125 p., + 25 p., multigr.
- WAAST (R.), 1967 — *Plaine de Tananarive. Synthèse sociologique*. ORSTOM, Tananarive, 35 p., multigr.
- WURTZ (J.), 1970 — Evolution des structures foncières entre 1900 à 1968 à Ambohiboanjo (Madagascar). *Etudes Rurales*, Paris, n° 37-38-39 : 449-479.
- WURTZ (J.), 1973 — *Structures foncières et rapports sociaux dans la plaine de Tananarive*. Thèse de doctorat de 3^e cycle, ORSTOM-Université de Paris I, vol. 1 : 281 p., vol. 2 : 91 p., annexes et cartes, multigr.

Tropiques

lieux et liens



Editions de l'ORSTOM

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION

*avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique,
de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
et du Ministère des Affaires Etrangères*

Sommaire

Présentation - P. PELISSIER ET G. SAUTTER

Avant-propos - P. GOUROU

Liens - C. BLANC-PAMARD, A. LERICOLLAIS, J. GALLAIS,
H. ATTIA

Campagnes en devenir - J.-Y. MARCHAL, O. HOFFMANN,
L. MESCHY, J. PELTRE-WURTZ, J. BOULET, G. DANDROY,
C. SEIGNOBOS, B. ANTHEAUME, V. LASSAILLY-JACOB,
B. CHARLERY DE LA MASSELIERE, J. BOUTRAIS, M.-C.
CORMIER-SALEM, A. LERICOLLAIS, C. BLANC-PAMARD,
M. BENOIT, H. RAKOTO-RAMIARANTSOA, O. SEVIN, B.
TALLET, Y. DEVERIN, J. RAMAMONJISOA, L. DUBOURDIEU.

Autour des villes - J.-L. CHALEARD, A. DUBRESSON, G.
SALEM, M. LE PAPE, C. VIDAL, A. MANOU-SAVINA, P.
PELTRE, G. MAINET, Y. MARGUERAT, J.-L. DONGMO,
J. CHAMPAUD.

Compositions d'espaces - A. SECK, M.-C. AQUARONE,
R. POURTIER, J.-P. RAISON, M. LESOURD, A. GASCON,
M. PORTAIS, E. GU-KONU, C. TAILLARD, A. SAUSSOL,
J. BONNEMAISON, L. CAMBREZY, J. PLYA, G. SAVONNET,
E. BERNUS, J.-C. ROUX, A.-M. PILLET-SCHWARTZ, M. PE-
PIN-LEHALLEUR, A. HALLAIRE, J. O. IGUE, A. SCHWARTZ.

Liste des auteurs

Table des matières